

Les Français défendent l'idée d'une France exemplaire dans la lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme

Les Amis du Fonds Mondial Europe ont demandé au CRÉDOC d'étudier la sensibilité de la population française à la lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme dans les pays en développement. L'analyse, qui repose sur l'insertion de plusieurs questions dans l'enquête « Conditions de vie et aspirations »¹, montre que nos concitoyens se sentent très concernés par ces pandémies.

Sans même parler des maladies graves, deux personnes sur trois considèrent, en 2010, que la France doit venir en aide aux pays en développement. Dans un contexte où la crise économique aurait pu inciter au repli sur soi, force est de constater que les Français n'oublient pas la solidarité internationale. Et selon l'opinion, l'intervention de l'Etat doit se concentrer principalement sur la lutte contre la faim et le combat des maladies graves — en particulier le Sida. Si la population n'est pas toujours consciente que la France figure parmi les principaux financeurs du Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme, une majorité défend l'idée d'une France exemplaire en la matière, considérant qu'il est normal que notre pays contribue plus que les autres à combattre ces pandémies. 43% de la population se disent même prêts à payer plus de taxes qui seraient directement affectées à cet objectif.

1. La crise ne relègue pas au second plan les préoccupations pour les pays en développement

L'année 2009 a été le théâtre de la pire récession depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale². Aujourd'hui encore, même si la croissance redémarre doucement, la situation pèse fortement sur le moral de la population. 50% de nos concitoyens estiment ainsi que, depuis une dizaine d'années, leur niveau de vie s'est dégradé (Graphique 1) : ce chiffre est le plus haut enregistré dans l'enquête du CRÉDOC sur les « Conditions de vie et les aspirations » depuis 1979. À l'impression de perte de pouvoir d'achat se rajoute une grande inquiétude sur le front de l'emploi. Rappelons qu'entre l'été 2008 et la fin de l'année 2009, le taux de chômage a progressé extrêmement rapidement, passant de 7,5% à 10%³. Si bien que le chômage est redevenu, cette année, le premier sujet de préoccupation de la population (cf. Graphique 2).

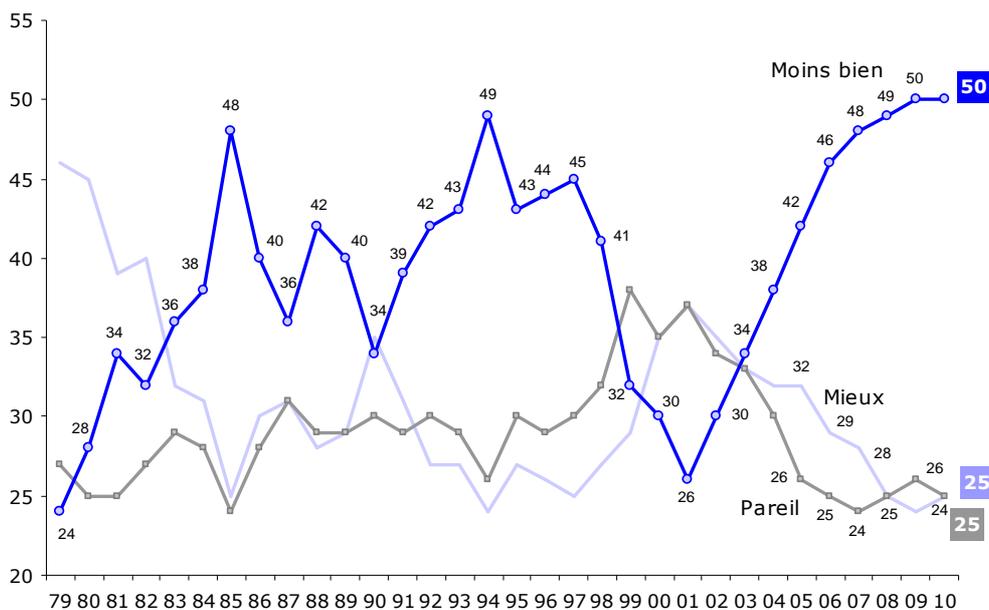
¹ Voir les caractéristiques techniques de l'enquête à la page 7 de cette note.

² Le produit intérieur brut (PIB) français s'est effondré de -2,5% l'an passé, un tel choc est sans précédent depuis 60 ans. Voir INSEE, « Au milieu du gué », *Note de conjoncture*, INSEE, juin 2010, http://www.insee.fr/fr/indicateurs/analys_conj/archives/juin2010_ve.pdf

³ INSEE, « Baisse du chômage au 2^e trimestre 2010 », *Informations rapides*, n°214, INSEE, 2 septembre 2010, <http://www.insee.fr/fr/indicateurs/ind14/20100902/IRchomage-T210.pdf>

Graphique 1 - L'impression de perte de pouvoir d'achat est à son comble

En ce qui concerne votre niveau de vie, diriez-vous que depuis une dizaine d'années, ça va... (en %)



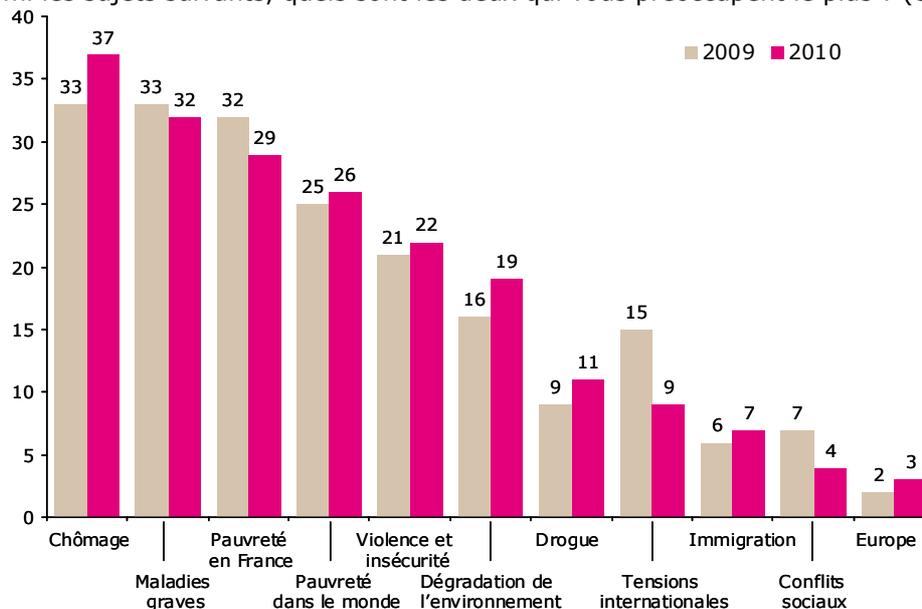
Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

On pouvait imaginer que la violence de la crise aurait encouragé les attitudes de repli sur soi. Il n'en est rien. L'enquête « Conditions de vie et aspirations » montre qu'entre 2009 et 2010, la proportion d'individus qui déclarent que la pauvreté dans le monde figure parmi leurs deux principaux sujets de préoccupation est passée de 25% à 26%. Ce thème se situe d'ailleurs en quatrième position, devant la violence et l'insécurité, la dégradation de l'environnement, la drogue, les tensions internationales, l'immigration, les conflits sociaux et l'Europe. Seules la pauvreté en France et les maladies graves se classent devant — avec le chômage.

Graphique 2

Le chômage est redevenu le premier sujet de préoccupation des Français

Parmi les sujets suivants, quels sont les deux qui vous préoccupent le plus ? (en %)



Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

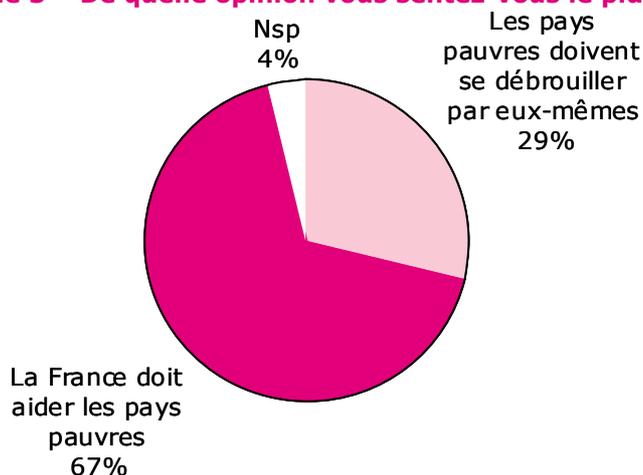
Note : le total dépasse 100% car les enquêtés pouvaient apporter deux réponses.

Il importe de souligner que ce phénomène n'est pas un feu de paille : depuis près de 20 ans que le CRÉDOC suit cet indicateur, nous constatons une augmentation régulière de la propension à se soucier de la pauvreté dans le monde. Entre 1991 et 2010, le pourcentage d'individus qui citent en première ou deuxième réponse cette préoccupation est passé de 16% à 26%. Cette évolution est à mettre en relation avec plusieurs phénomènes : la mondialisation de l'économie, le développement des échanges internationaux — y compris la progression du tourisme international — la visibilité accrue des pays en développement dans le débat public et l'élévation générale du niveau de formation (les diplômés de l'enseignement du supérieur se sentent plus concernés que les non-diplômés : 32%, contre 21%).

2. Deux personnes sur trois pensent que la France doit venir en aide aux pays en développement

67% de nos concitoyens estiment que la France doit venir en aide aux pays pauvres ; seuls 29% jugent qu'ils doivent plutôt se débrouiller par eux-mêmes. Là encore, le niveau de formation détermine en partie les réponses. Mais surtout, c'est le sentiment de ne pas devoir s'imposer de restrictions budgétaires qui incline à se montrer plus généreux. Cela peut se comprendre : tout le monde n'a pas les moyens de contribuer financièrement à l'aide aux pays en développement. Ainsi, 75% de ceux qui déclarent ne pas être obligés de restreindre leur consommation, 81% des cadres, 74% des personnes disposant de plus de 3000€ par mois et 82% des diplômés du supérieur estiment que la France devrait aider les pays en développement. Mais les jeunes aussi considèrent que la France doit intervenir (à 71%), alors que leur niveau de vie est moins élevé qu'en moyenne. D'une manière plus générale, le sentiment que l'on doit s'engager auprès des pays en développement est très lié à une attitude que l'on qualifiera de « citoyenne », « engagée » ou « responsable ». Les personnes qui sont les plus sensibles à l'environnement, qui ont déjà boycotté un produit parce que l'entreprise ne respectait pas certains principes éthiques ou celles qui font montre d'une plus grande compassion à l'égard des plus démunis sont les premières à soutenir l'idée de la solidarité avec les pays en développement.

Graphique 3 – De quelle opinion vous sentez-vous le plus proche ?



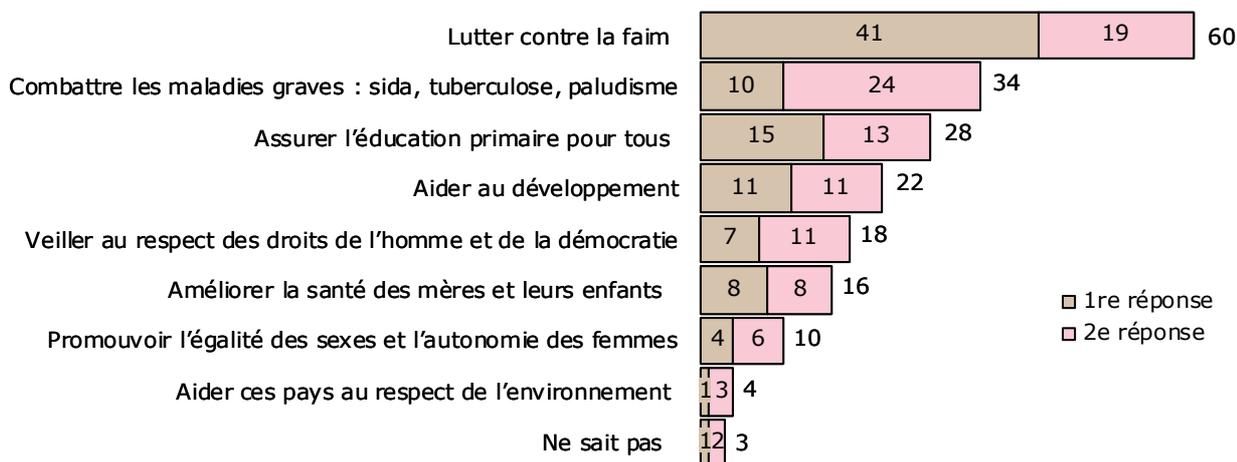
Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français », juin 2010

3. Lutter contre les maladies graves est considéré comme l'une des deux priorités de l'aide au développement

La population estime que l'aide de la France doit principalement servir à lutter contre la faim : 60% de l'opinion cite cette priorité (que ce soit en première ou en deuxième réponse, cf. Graphique 4). En second lieu, nos concitoyens évoquent la lutte contre les maladies graves, et notamment la lutte contre le Sida,

la tuberculose et le paludisme (34% de taux de citation). L'éducation, le développement économique, le respect des droits de l'homme et de la démocratie, l'égalité homme-femme et le respect de l'environnement se classent derrière⁴. C'est dire l'importance que revêt, aux yeux de l'opinion, la question sanitaire : rappelons qu'en France, les maladies graves sont l'un des deux principaux sujets de préoccupation (cf. Graphique 2 plus haut) et que 82% des Français se disent inquiets, pour eux-mêmes ou pour leurs proches, du risque d'être atteint d'une pathologie grave⁵.

Graphique 4 – D'après vous, à quoi doit servir en priorité l'aide de l'Etat français aux pays pauvres ? Et en second ? (en %)



Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français », juin 2010

4. Le Sida est perçu comme la principale maladie contre laquelle il faut agir

Très nettement devant les autres questions de santé, le Sida est cité comme le premier problème contre lequel il faut agir pour aider les pays en développement : cette pathologie, qui tue près de 2 millions de personnes à travers le monde chaque année⁶, est désignée par près des trois quarts des enquêtés (71% exactement, cf. Graphique 5). Les problèmes de santé des mères et des enfants se classent en deuxième position (l'analyse des premières et deuxièmes réponses à cette question indique que le Sida et les problèmes mères/enfants ont été fréquemment associées).

La population française a manifestement conscience des ravages du VIH dans certains pays en développement — notamment en Afrique. Mais bon nombre de nos concitoyens ne savent probablement pas que la tuberculose tue chaque année près de 1,5 millions de personnes (le Sida et la tuberculose formant par ailleurs une association meurtrière⁷) : dans l'enquête, la tuberculose arrive à la 6^e place avec seulement 10% des réponses.

Le Sida est plus souvent évoqué par les personnes disposant de revenus élevés et les Franciliens ; les problèmes de santé des mères et des enfants le sont plus souvent par les femmes et les employés ; les

⁴ Les items de réponses proposés aux enquêtés correspondent plus ou moins aux objectifs du millénaire pour le développement adoptés lors du sommet du millénaire qui s'est déroulé du 6 au 8 septembre 2000 au siège des Nations Unies à New York (<http://www.un.org/fr/millenniumgoals/bkgd.shtml>). A signaler une enquête de l'Eurobaromètre sur la notoriété des objectifs du millénaire et les souhaits d'implication de l'Union européenne sur ces sujets (voir Commission Européenne, L'aide au développement en période de crise économique, Eurobaromètre spécial, n°318, octobre 2009, http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_318_fr.pdf).

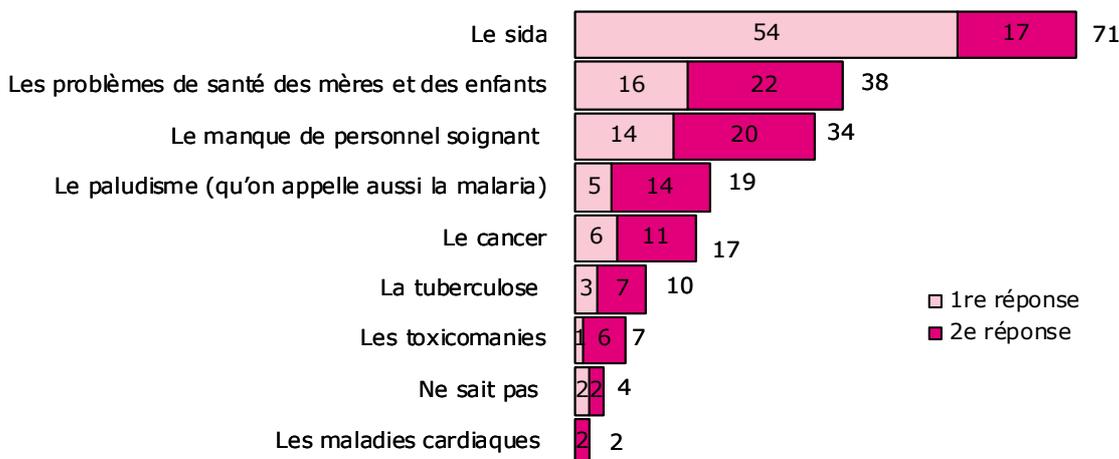
⁵ Ce résultat est également issu de l'enquête « Conditions de vie et Aspirations » du CRÉDOC de juin 2010.

⁶ Source : Organisation mondiale de la santé, *Le point sur l'épidémie de Sida*, réf. 0936, ONUSIDA, décembre 2009, http://whqlibdoc.who.int/unaid/2009/9789291738335_fre.pdf

⁷ 1,3 millions de morts par an selon l'Organisation mondiale de la santé. Voir OMS, *La tuberculose*, aide-mémoire n°104, mai 2010, <http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs104/fr/index.html>

hommes citant plus fréquemment le paludisme, à l'instar des jeunes, des cadres, des diplômés et des revenus élevés.

Graphique 5 – Selon vous, quels sont les principaux problèmes de santé contre lesquels il faut agir en priorité pour aider les pays pauvres ? (en %)



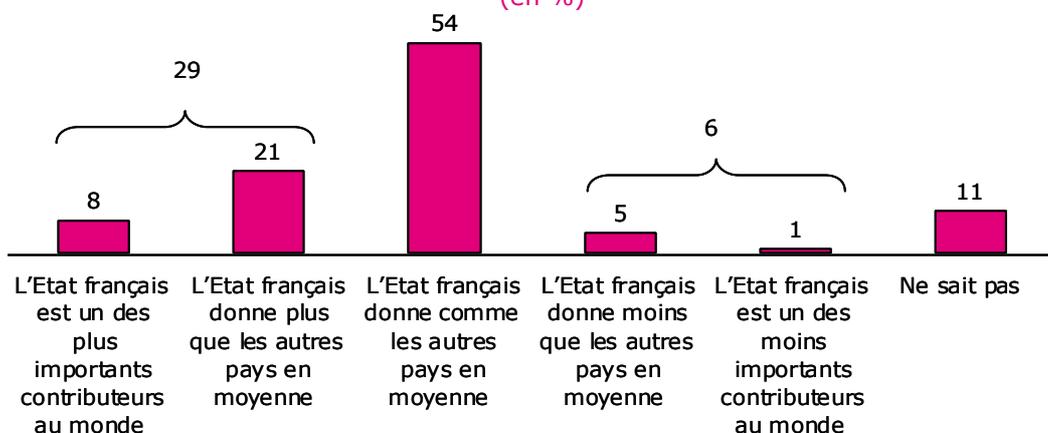
Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français », juin 2010

5. Beaucoup de nos concitoyens souhaitent que la France soit exemplaire dans la lutte contre les maladies graves dans les pays en développement

La France est le deuxième pays contributeur au Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme. Mieux : en valeur relative — c'est-à-dire en rapportant les sommes versées par chaque nation à son produit intérieur brut — la France est le pays qui fait l'effort le plus important (avec 0,02% du PIB, le taux d'effort français est deux fois supérieur à celui des Etats-Unis).

Si la générosité française dans ce domaine n'est pas toujours connue du grand public, l'immense majorité de nos concitoyens ne pense pas que les pouvoirs publics contribuent moins que les autres pays du monde à la lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme dans les pays en développement : 29% pensent qu'elle donne plus que les autres et 54% imaginent qu'elle contribue comme eux.

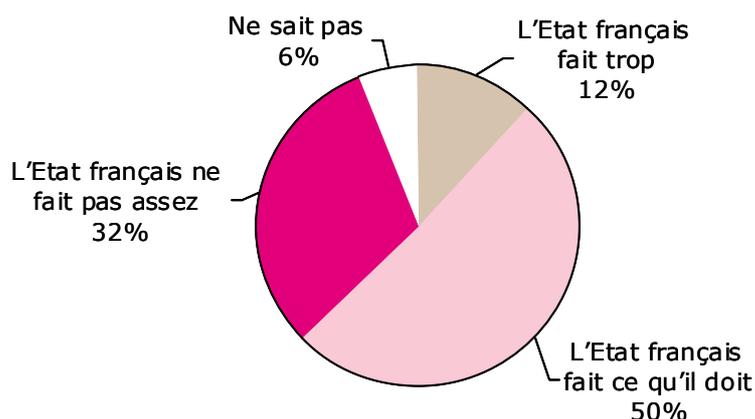
Graphique 6 – Selon vous, dans quelle mesure l'Etat français contribue-t-il au financement de la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (la malaria) dans les pays pauvres ? (en %)



Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français », juin 2010

Par ailleurs, si 50% pensent que l'Etat français fait ce qu'il doit pour lutter contre le Sida, la tuberculose et le paludisme dans les pays pauvres, près d'une personne sur trois (32% exactement) considèrent que la France devrait faire davantage. Et seuls 12% estiment que les pouvoirs publics sont trop investis.

Graphique 7 – Diriez-vous que l’Etat français fait trop, fait ce qu’il doit, ou ne fait pas assez pour lutter contre le sida, la tuberculose et le paludisme (la malaria) dans les pays pauvres ?



Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français », juin 2010

Mais le croisement des deux questions précédentes révèle un résultat fondamental qui n'apparaît pas en première lecture : parmi ceux qui pensent que la France donne moins ou comme les autres pays, beaucoup préféreraient que l'Etat contribue davantage ; et beaucoup, parmi ceux qui savent que la France donne plus, considèrent que cela est normal. En mettant de côté les réponses évasives (« ne sait pas »), on arrive à la typologie suivante :

- **51% souhaitent que la France soit exemplaire** : ce groupe est constitué de personnes qui savent que la France donne beaucoup tout en considérant cela normal ; il inclut également celles qui s'imaginent que la France donne comme les autres (voire moins) mais qu'elle devrait faire (beaucoup) plus.
- **36% croient que notre pays est un contributeur moyen** et estiment que c'est très bien ainsi.
- **9% regrettent l'excès de générosité de la France** : ils savent que notre pays contribue davantage que les autres mais estiment que c'est trop.
- **4% rechignent à ce que la France s'engage pour cette cause** : ce groupe inclut les personnes qui pensent que la France donne moins qu'en moyenne et qu'il ne faut pas en faire plus, ainsi que les personnes qui pensent que la France donne comme les autres mais que c'est déjà trop.

6. Plus de deux personnes sur cinq accepteraient de payer plus de taxes affectées à la lutte contre les maladies graves dans les pays en développement

Le dernier enseignement de cette étude est peut-être le plus fort : 43% de nos concitoyens se disent prêts à payer plus de taxes qui seraient directement affectées à la lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme dans les pays en développement. Ce chiffre, par son ampleur, synthétise à lui seul l'ensemble des conclusions qui précèdent. Dans un environnement aussi difficile qu'aujourd'hui, alors que le pouvoir d'achat diminue et que le chômage augmente, on ne peut qu'être frappé par cet élan de solidarité.

Bien entendu, la disposition à payer plus de taxes est un peu plus répandue chez ceux qui s'imposent moins de restrictions budgétaires : 51% des cadres et des professions intellectuelles supérieures y sont favorables, de même qu'une majorité des diplômés du supérieur (51%), des Franciliens (57%) et des personnes disposant de plus de 3100€ par mois dans leur foyer. Néanmoins, la solidarité avec les pays

en développement s'exprime aussi très nettement chez les bas revenus (39% se disent prêts à payer plus de taxes) et les classes moyennes (43%), alors même que la pression financière qui s'exerce sur ces catégories sociales est particulièrement forte aujourd'hui⁸.

Cela confirme un phénomène déjà observé par le passé : les périodes de crises économiques profondes ne sont pas forcément marquées par un repli de la société française sur elle-même ; au contraire ces phases sont caractérisées par une prise de conscience de la fragilité de chacun, dans toutes les catégories de la population. La solidarité avec les plus fragiles, en France ou dans le monde, devient plus spontanée et la compassion s'exprime plus volontiers. Malgré leurs difficultés au quotidien, les Français n'oublient pas que, pas loin de chez eux, les pandémies continuent de tuer des millions de personnes chaque année.

Caractéristiques techniques de l'enquête

Ce document présente l'analyse des réponses aux questions insérées, à la demande des Amis du Fonds Mondial Europe, dans la vague de juin 2010 de l'enquête du CREDOC sur les « Conditions de Vie et les Aspirations des Français ». Cette étude apporte des éléments de réponse aux interrogations sur les attitudes de la population française vis-à-vis de la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. L'enquête a été réalisée en « face à face », en juin 2010, auprès d'un échantillon représentatif de 2 011 personnes, âgées de 18 ans et plus, sélectionnées selon la méthode des quotas. Ces quotas (région, taille d'agglomération, âge - sexe, PCS) ont été calculés d'après les résultats du dernier recensement général de la population. Un redressement final a été effectué pour assurer la représentativité par rapport à la population nationale des 18 ans et plus. Cette note de synthèse est un extrait des principaux résultats de l'enquête. Un rapport d'analyse plus complet sera publié au début du mois d'octobre.

⁸ Sur la question du pouvoir d'achat, voir par exemple Régis Bigot, *Fins de mois difficiles pour les classes moyennes*, Paris, Editions de l'Aube, 2010 ou Philippe Moati et Robert Rochefort, *Mesurer le pouvoir d'achat*, Rapport du conseil d'analyse économique, n°73, janvier 2008.